

**Audience publique du 25 juin 2010**

=====

**Requête en sursis à exécution introduite par  
Monsieur XXX XXX, XXX  
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes  
en matière d'impôt (appel en garantie)**

-----

**ORDONNANCE**

Vu la requête déposée le 7 juin 2010 au greffe du tribunal administratif par Maître François Turk, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur XXX XXX, retraité, demeurant à XXX XXX, XXX, rue XXX XXX, tendant à ordonner le sursis à exécution contre une décision du Directeur de l'Administration des Contributions directes du XXX XXX statuant sur une réclamation introduite par le requérant contre un bulletin d'appel en garantie émis en date du XXX XXX XXX à l'encontre de Monsieur XXX XXX, pris en sa qualité d'administrateur de la société anonyme XXX XXX XXX., par le préposé du bureau d'imposition Sociétés Luxembourg 2, la requête s'inscrivant dans le cadre d'un recours en réformation déposé au fond le 7 juin 2010, inscrit sous le numéro 26986 du rôle, dirigé contre cette même décision;

Vu l'article 11 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives;

Vu les pièces versées et notamment la décision attaquée;

Où Maître François Turk et Madame la déléguée du gouvernement Monique Adams en leurs plaidoiries respectives aux audiences des 15 et 21 juin 2010.

-----

Le Bureau d'imposition « Sociétés Luxembourg 2 » a émis en date du XXX XXX un bulletin d'appel en garantie en vertu du paragraphe 118 de la loi générale des impôts à l'encontre de Monsieur XXX XXX, retraité, demeurant à XXX XXX, XXX, rue XXX XXX, pris en sa qualité d'administrateur de la société XXX XXX XXX. pour un montant de XXX euros.

Monsieur XXX XXX a introduit une réclamation contre ce bulletin d'appel en garantie auprès du directeur de l'Administration des Contributions directes en date du XXX XXX par l'intermédiaire de son mandataire, Maître François Turk, avocat à la Cour.

Le XXX XXX, le directeur de l'Administration des Contributions directes rendit une décision relativement à ladite réclamation.

Le 7 juin 2010, Monsieur XXX XXX introduisit un recours contentieux à l'encontre de la prédite décision directoriale au greffe du tribunal administratif et parallèlement, le même jour, il a fait introduire une demande tendant au prononcé du sursis à exécution « *de la décision sur réclamation rendue en date du XXX XXX par le Directeur des Contributions directes* ».

Le requérant justifie son intérêt à agir en faisant exposer qu'il s'est vu notifier en date du XXX XXX un commandement de payer pour un montant de XXX XXX euros, ce qui l'exposerait à un préjudice grave et irréparable alors que ses montants disponibles seraient insuffisants pour payer la somme réclamée de sorte qu'il lui faudrait réaliser son immeuble d'habitation.

Par ailleurs, il ferait valoir des moyens sérieux par rapport à la décision entreprise de sorte qu'il aurait de sérieuses chances de succès pour obtenir une réformation sinon une annulation de la décision entreprise.

Madame la déléguée du gouvernement, après avoir conclu à l'irrecevabilité du recours pour « *omisso medio* » s'oppose à la demande telle que formulée en contestant tant le risque d'un préjudice grave et définitif que le sérieux des moyens invoqués.

En vertu de l'article 11 (2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, le sursis à exécution ne peut être décrété qu'à la double condition que, d'une part, l'exécution de la décision attaquée risque de causer au requérant un préjudice grave et définitif et que, d'autre part, les moyens invoqués à l'appui du recours dirigés contre la décision apparaissent comme sérieux. Le sursis est rejeté si l'affaire est en état d'être plaidée et décidée à brève échéance.

La compétence du président du tribunal est restreinte à des mesures essentiellement provisoires et ne saurait en aucun cas porter préjudice au principal. Il doit s'abstenir de préjuger les éléments soumis à l'appréciation ultérieure du tribunal statuant au fond, ce qui implique qu'il doit s'abstenir de prendre position de manière péremptoire, non seulement par rapport aux moyens invoqués au fond, mais même concernant les questions de recevabilité du recours au fond, comme le respect du délai pour agir, étant donné que ces questions pourraient être appréciées différemment par le tribunal statuant au fond. (TA prés. 18-1-05 N° 19149 du rôle ; TA prés. 27-11-07 N° 23655 du rôle)

Il doit donc se borner à apprécier – après avoir évacué des moyens mettant éventuellement en doute la régularité de sa propre saisine sans avoir une quelconque répercussion sur la régularité de la procédure au fond – les moyens tirés de l'incompétence et de l'irrégularité de la saisine du juge du fond en y répondant non pas de manière péremptoire et affirmative, mais en en appréciant le sérieux dans ce sens que si ces moyens paraissent sérieusement mettre en doute la compétence du juge du fond ou la recevabilité de la demande au fond, ce doute se répercutera sur le sérieux des moyens invoqués à l'appui du recours au fond et entraînera le rejet de la demande de sursis à exécution. (TA prés. 19-1-05 N° 18974 du rôle)

Un bulletin d'appel en garantie étant assimilé à un bulletin fixant une cote d'impôt en ce qui concerne le régime des voies de recours, le tribunal administratif a compétence pour connaître en tant que juge du fond des contestations y relatives. (TA 25-11-98 N° 10594, du rôle, confirmé par arrêt du 10-6-98, N° 11054C du rôle)

Un recours dirigé contre un bulletin d'impôt dressé par un bureau d'imposition est irrecevable *omisso medio* si ledit bulletin et les contestations formulées n'ont pas été soumis

préalablement pour examen et décision au directeur de l'Administration des Contributions en vertu du paragraphe 228 AO tel qu'il s'applique dans le contexte général de l'article 8 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, aucune disposition légale n'impose un recours obligatoire et préalable au niveau de la possibilité offerte au contribuable dans le cadre de l'article 251 AO lui permettant de solliciter de la part d'un bureau d'imposition un sursis à exécution de paiement.

La requête est partant à déclarer recevable.

En ce qui concerne l'exigence tirée du caractère sérieux des moyens invoqués, le président du tribunal est appelé à examiner et à apprécier, les chances de succès du recours au fond.

Il découle du caractère accessoire de la procédure du sursis à exécution que le juge appelé à apprécier le caractère sérieux des moyens invoqués au fond ne saurait les analyser et discuter à fond, sous peine de porter préjudice au principal et de se retrouver, à tort, dans le rôle du juge du fond.

Apparaissent comme sérieux au sens des articles 11 et 12 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, les moyens qui, à première vue et eu égard aux circonstances de la cause, sont susceptibles d'être déclarés recevables et fondés et de nature à conduire, par conséquent, à la réformation respectivement à l'annulation de la décision critiquée.

En d'autres termes, le juge saisi à fin de sursis à exécution n'est pas appelé à se prononcer sur le bien-fondé des moyens, mais à vérifier, après une analyse nécessairement sommaire des moyens et arguments présentés, si un des moyens soulevés par la partie demanderesse apparaît comme étant de nature à justifier avec une probabilité suffisante la réformation sinon l'annulation de la décision attaquée.

La décision sur réclamation rendue en date du XXX XXX par le Directeur des Contributions directes entreprise par Monsieur XXX XXX est libellée comme suit :

*« Vu la requête introduite le XXX XXX par Me François Turk, au nom du sieur XXX XXX, demeurant à XXX XXX, pour réclamer contre le bulletin d'appel en garantie émis en vertu du § 118 de la loi générale des impôts (AO) par le bureau Sociétés II en date du XXX XXX ;*

*Vu le dossier fiscal ;*

*Vu les paragraphes 119, 228 et 301 AO ;*

*Considérant que la réclamation a été introduite par qui de droit dans les forme et délai de la loi ; qu'elle est partant recevable ;*

*Considérant que le bulletin attaqué a déclaré le réclamant codébiteur solidaire, pour le principal et les intérêts, de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial communal des années XXX XXX XXX XXX XXX, pour le principal et les intérêts, de l'impôt sur la fortune des années XXX XXX XXX XXX, ainsi que, pour le principal et les intérêts, des avances pour l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial communal des années XXX XXX XXX au motif qu'il aurait en sa qualité de président du conseil d'administration et d'administrateur de la société anonyme XXX XXX, commis une faute en ne veillant pas à ce que les sommes qui ont été fixées à titre d'impôt sur le revenu des collectivités, de l'impôt commercial communal et de l'impôt sur la fortune et dont la société était redevable soient payées, sur les fonds administrés, au receveur des Contributions ;*

*Considérant que le réclamant décline sa responsabilité en faisant valoir en substance que l'administrateur-délégué XXX XXX aurait été responsable de la gestion journalière des affaires de la société et que celui-ci n'aurait pas accompli correctement ses missions ;*  
*que le réclamant n'aurait dès lors commis aucune faute grave ;*  
*Considérant que le représentant est responsable du paiement des dettes d'impôt de la personne morale qu'il représente dans les conditions prévues au §§ 103 et 109 AO ;*  
*qu'aux termes du § 103 AO il est tenu de remplir les obligations fiscales incombant à la société et notamment de payer sur les fonds qu'il administre les impôts dont la société est redevable ;*  
*que dans la mesure où, par l'inexécution fautive de ses obligations, il a empêché la perception de l'impôt légalement dû, il est, en principe, constitué codébiteur solidaire des arriérés d'impôt de la société, conformément au § 109 AO ;*  
*Considérant qu'en l'espèce, il y a donc lieu d'analyser si le réclamant, en tant que président du conseil d'administration et administrateur, a commis une faute grave ;*  
*Considérant qu'il ressort du dossier fiscal de la société anonyme XXX XXX que celle-ci n'a plus déposé des déclarations fiscales depuis l'année d'imposition XXX ;*  
*Considérant que la société anonyme XXX XXX n'ayant réservé aucune suite aux divers rappels l'invitant au dépôt des déclarations pour l'impôt sur le revenu des collectivités et pour l'impôt commercial communal des années XXX XXX, notamment aux sommations d'astreintes et aux décisions liquidant les astreintes des années en cause, le bureau d'imposition avait établi les bases d'imposition par voie de taxation conformément au § 217 AO ;*  
*Considérant que suivant les publications aux pages XXX et XXX au Mémorial XXX des années XXX et XXX, le réclamant a été nommé président et administrateur du conseil d'administration lors des assemblées générales du XXX et du XXX XXX pour chaque fois une durée de six ans ;*  
*que le sieur XXX XXX a été nommé administrateur-délégué lors de ces mêmes assemblées générales ;*  
*Considérant qu'en vertu de l'article 12 des statuts de constitution de la société anonyme XXX XXX, les mandats des administrateurs et commissaires ne peuvent, sauf réélection, excéder une durée de six années ;*  
*que les mandats prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de l'année de leur expiration ;*  
*que les mandats conférés lors de l'assemblée générale devraient donc prendre fin après l'assemblée générale ordinaire de l'année XXX ;*  
*Considérant toutefois qu'aucune assemblée générale ordinaire ne s'est tenue après le XXX ;*  
*que par décision d'une assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue en date du XXXX XXX le réclamant a de nouveau été nommé administrateur jusque l'assemblée générale de la société statuant sur les comptes annuels de l'année XXX ;*  
*Considérant qu'en vertu de l'article 70 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, il doit être tenu chaque année, au moins une assemblée générale dans la commune, aux jour et heure indiqués par les statuts ;*  
*que le même article prévoit encore que l'assemblée doit être tenue dans les six mois de la clôture de l'exercice ;*  
*Considérant que suivant les articles 27 et 30 des statuts de constitution de la société anonyme XXX XXX, les convocations aux assemblées générales sont faites d'après les dispositions de la loi et les assemblées générales sont en principe présidées par le président du conseil d'administration, i.e. le réclamant ;*  
*que suivant l'article 32 des statuts, les procès-verbaux des assemblées sont signés par le président de l'assemblée et par les actionnaires qui le demandent ;*  
*Considérant encore qu'en vertu de l'article 72 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, le conseil d'administration doit dresser un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les*

*dettes actives et passives de la société et il établit les comptes annuels, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits ;*

*Considérant en plus qu'en vertu des articles 75 et 132 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, les comptes annuels doivent, dans le mois après leur approbation, être publiés et déposés au registre de commerce et des sociétés ;*

*Considérant qu'aux termes de l'article 163 de la même loi, les gérants ou les administrateurs qui n'ont pas soumis à l'assemblée générale dans les six mois de la clôture de l'exercice les comptes annuels, les comptes consolidés, le rapport de gestion et l'attestation de la personne chargée du contrôle, ainsi que les gérants ou les administrateurs qui n'ont pas fait publier ces documents et ce en infraction aux prescriptions respectives des articles 75, 132, 197 et 341 de la présente loi et l'article 79 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels de l'entreprise, sont punis d'une amende de «500 euros à 25.000 euros » ;*

*Considérant que le réclamant renvoie aux comptes annuels établis entretemps pour les années XXX XXX XXX ;*

*que les comptes annuels des années XXX à XXX n'ont été déposés au registre de commerce et des sociétés qu'en date du XXX XXX et du XXX XXX ;*

*Considérant que même si l'administrateur-délégué XXX XXX n'avait pas rempli correctement ses missions, il n'en reste pas moins que la nomination d'un administrateur-délégué n'enlève rien à la responsabilité des autres membres du conseil d'administration ;*

*Considérant qu'il ressort encore des déclarations fiscales de l'annéeXXX que le réclamant est en plus actionnaire de la société anonyme XXX XXX ; qu'il détient XXX du capital social ;*

*Considérant que le bulletin d'appel en garantie porte sur des montants d'impôts dus pour les années XXX XXX XXX XXX XXX ;*

*qu'en tant que président du conseil d'administration, le réclamant était donc tenu à l'accomplissement des obligations légales en matière de l'établissement et de la publiXXX des comptes annuels de ces années dans le chef de la société anonyme XXX XXX ;*

*Considérant que le bulletin des avances a été notifié à la société anonyme XXX XXX en date du XXX XXX, i.e. pendant une période où il assumait encore ses fonctions de président du conseil d'administration et d'administrateur ;*

*Considérant à titre superfétatoire qu'en ce qui concerne les montants en impôts dus établis par voie de taxation par le bureau d'imposition dans le chef de la société anonyme XXX XXX pour les années XXX XXX XXX et XXX, il est de jurisprudence constante que le contribuable ne doit s'imputer qu'à lui-même les conséquences éventuellement désavantageuses d'une taxation d'office, lorsque c'est par suite de son propre comportement fautif qu'il a été nécessaire de recourir à cette mesure (jugement tribunal administratif du 15 décembre 2003, no du rôle16445) ;*

*qu'en ce qui concerne les montants en impôts dus pour l'année XXX, il y a lieu de relever que le résultat important réalisé suite à une vente immobilière de cette année aurait largement suffi à régler les impôts dus pour l'année d'imposition XXX ;*

*Considérant qu'il ressort clairement des publications au Mémorial X que le réclamant a assumé une fonction dirigeante dans la société anonyme XXX XXX pendant les années XXX à XXX et de nouveau depuis le XXX ;*

*Considérant qu'il résulte de ce qui précède que le réclamant qui était président du conseil d'administration, administrateur et actionnaire, a commis une faute grave en ne respectant pas les dispositions légales des articles 70, 72 et 75 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;*

*que le réclamant a donc activement contribué à ne pas déclarer les revenus de la société anonyme XXX XXX ; que le caractère fautif de ses agissements est dès lors vérifié à suffisance ;*

*Par ces motifs*

*Reçoit la réclamation en la forme,  
La rejette comme non fondée. »*

Le requérant fait valoir à l'encontre de cette décision qu'elle ne contiendrait pas de motivation concernant le choix du ou des codébiteurs, alors qu'il serait inique que l'administrateur est mis en cause et non pas l'administrateur délégué de sorte que la décision directoriale devrait encourir l'annulation.

Le mandat d'administrateur de Monsieur XXX XXX aurait atteint son terme le XXX XXX (Publication à la page XXX du Mémorial XXX de l'année XXX) et sa responsabilité personnelle en raison d'un comportement fautif dans son chef ne pourrait pas être retenue pendant cette période, n'ayant plus été administrateur de la société de sorte qu'il pourrait plus être responsable de la liquidation des impôts dus pour les années XXX.

Ayant été un des trois administrateurs de la société XXX XXX, il n'aurait pas été dans son pouvoir d'engager par sa seule signature la prédite société, ce pouvoir ayant appartenu à son frère XXX XXX, administrateur délégué.

S'il était vrai que Monsieur XXX XXX présidait le conseil d'administration, cette fonction serait cependant purement honorifique et servirait à répartir les voix en cas d'un vote où aucune majorité n'a été dégagée.

Il serait encore erroné de dire que le requérant aurait de quelque manière que ce soit agité de manière active et il ne résulterait d'aucun élément de l'espèce qu'il aurait à se reprocher une quelconque « *Schuldhafte Verletzung* » dans le sens du paragraphe 109 AO et ce contrairement à Monsieur XXX XXX.

Il serait par contre constant que la société XXX XXX, reconnaissant l'existence d'une dette fiscale, rassemblerait actuellement les fonds pour pouvoir payer les impôts dus.

Il serait encore constant que la taxation d'office aurait retenu un bénéfice beaucoup trop élevé compte tenu de l'activité réduite de la société. Les montants réclamés par le bureau d'imposition seraient formellement contestés.

En vertu des dispositions du paragraphe 103 AO, « *die gesetzlichen Vertreter juristischer Personen und solcher Personen, die geschäftsunfähig oder in der Geschäftsfähigkeit beschränkt sind, haben alle Pflichten zu erfüllen, die denen Personen, die sie vertreten, obliegen ; insbesondere haben sie dafür zu sorgen, dass die Steuern aus den Mitteln die sie verwalten, entrichtet werden. Für Zwangsgeldstrafen und Sicherungsgelder die gegen sie erkannt, und für Kosten von Zwangsmitteln die gegen sie festgesetzt werden, haften neben ihnen die von ihnen vertretenen Personen* ».

En vertu des dispositions des deux premiers alinéas du paragraphe 105 AO « (1) *Bei Personenvereinigungen, die als solche steuerpflichtig sind, aber keine eigene Rechtspersönlichkeit besitzen, haben die Vorstände oder Geschäftsführer und, soweit solche nicht vorhanden sind, die Mitglieder die Pflichten zu erfüllen, die den Personenvereinigungen wegen der Besteuerung auferlegt sind. Die § 103 und 104 gelten entsprechend.* (2) *Das gleiche gilt für Zweckvermögen und sonstige einer juristischen Person ähnliche Gebilde, die als solche der Besteuerung unterliegen.* »

Il n'en demeure cependant pas moins que les dirigeants prévus d'une société ne peuvent être tenus personnellement responsables du non-paiement de ces impôts que dans les conditions plus particulièrement prévues au paragraphe 109 AO qui dispose dans son alinéa

(1) que : « *die Vertreter und die übrigen in den Paragraphen 103 bis 108 bezeichneten Personen haften insoweit persönlich neben dem Steuerpflichtigen, als durch schuldhafte Verletzung der ihnen in den Paragraphen 103 bis 108 auferlegten Steueransprüche verkürzt oder Erstattung oder Vergütungen zu unrecht gewährt worden sind* ».

Il se dégage de ces dispositions légales que le simple constat d'un manquement à une obligation fiscale découlant du paragraphe 103 AO préXXX n'est pas suffisant pour engager la responsabilité personnelle des dirigeants d'une société en application du paragraphe 109 (1) AO et pour voir émettre à leur encontre un bulletin d'appel en garantie, le législateur ayant en effet posé à cet égard l'exigence supplémentaire d'une inexécution fautive (« *schuldhafte Verletzung* ») des obligations du représentant de la société envers le fisc.

Le paragraphe 7, alinéa (3) de la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934, maintenue en vigueur par l'arrêté grand-ducal du 26 octobre 1944, appelée « *Steueranpassungsgesetz (StAnpG)* », disposant par ailleurs que « *Jeder Gesamtschuldner schuldet die ganze Leistung. Dem Finanzamt steht es frei an welchen Gesamtschuldner es sich halten will. Es kann die geschuldete Leistung von jedem Gesamtschuldner ganz oder zu einem Teil fordern* », le pouvoir du bureau d'imposition d'engager une poursuite contre un tiers responsable, et, plus particulièrement, contre le représentant d'une société, ne relève pas d'une compétence liée, mais constitue un pouvoir d'appréciation dans son chef et ce à un double titre, d'abord en ce qui concerne l'appréciation du degré fautif du comportement de la personne visée, et, ensuite, en ce qui concerne le choix du ou des codébiteurs contre lesquels l'émission d'un bulletin d'appel en garantie est décidée, chaque fois compte tenu des circonstances particulières de l'espèce.

Conformément au paragraphe 2 StAnpG disposant dans son alinéa (1) que « *Entscheidungen, die die Behörden nach ihrem Ermessen zu treffen haben (Ermessensentscheidungen) müssen sich in den Grenzen halten, die das Gesetz dem Ermessen zieht. (2) Innerhalb dieser Grenzen sind Ermessensentscheidungen nach Billigkeit und Zweckmässigkeit zu treffen* », l'administration investie d'un pouvoir d'appréciation doit procéder selon des considérations d'équité et d'opportunité et partant se livrer à une appréciation effective et explicite des circonstances particulières susceptibles en raison et en équité de fonder sa décision. (T.A. 19 avril 2010, N° 25874 du rôle)

En l'espèce, le bureau d'imposition a décidé de mettre en œuvre la responsabilité personnelle du demandeur au vu des considérations suivantes :

« *Il relève d'une juste appréciation des circonstances de la cause et il est indiqué, pour divers motifs, d'émettre un pareil bulletin d'appel en garantie (« Haftungsbescheid ») à l'égard d'un représentant légal de la société qui aussi bien se trouvait impliqué, après XXX, dans les agissements fautifs avérés en relation avec la gestion de la XXX. XXX XXX et qui continue, à ce jour et pour le moins jusqu'à l'assemblée statuant sur les comptes de l'année XXX, à assumer des fonctions de dirigeant au sein de ladite collectivité.*

*Etant donné que vous-même (no matricule : XXX ; XXX en retraite), demeurant actuellement àXX, rue XXX XXX, XXX XXX, avez été élu administrateur de la XXX. XXX XXX le XXX, que par la suite vous avez été confirmé en tant que tel en dates, entre autres, des XXX et XXX, pour accéder ensuite, le XXX, aux fonctions de président du conseil d'administration (certes à côté de votre frère, M. XXX XXX, qui y figurait comme administrateur-délégué, révoqué le XXX XXX, le présent bulletin d'appel en garantie (« Haftungsbescheid ») vous est adressé à bon droit, et ce d'autant plus qu'ensemble avec vos deux XXX XXX XXX XXX et XXX XXX XXX, vous avez décidé de rester aux commandes de la XXX. XXX XXX.*

*Considérant qu'en vertu des paragraphes 108 et 103 de la loi générale des impôts (AO), vous étiez tenu de remplir les obligations fiscales incombant à la société anonyme XXX XXX ;*

*Considérant que l'inexécution des ces obligations est à qualifier de fautive ;*  
*Considérant que l'inexécution fautive de vos obligations a empêché le receveur de l'Administration des Contributions directes de percevoir les impôts pré-évoqués d'un montant total de XXX euros ;*  
*Considérant que dans la mesure où, par l'inexécution fautive de vos obligations, vous avez empêché la perception des prédits impôts légalement dus d'un montant de XXX XXX euros, vous êtes constitué débiteur solidaire de ce montant conformément au paragraphe 109 de la loi générale des impôts (AO) ;*  
*Considérant que le paragraphe 118 de la loi générale des impôts (AO) m'autorise à engager votre responsabilité ;*  
*Considérant le fait qu'en votre qualité d'administrateur et de président du conseil d'administration, il vous incombait et vous étiez en mesure de veiller à l'exécution du paiement des susmentionnées dettes fiscales de la société anonyme XXX XXX ;*  
*j'engage votre seule responsabilité, de sorte que l'appel en garantie s'élève au montant de XXX XXX euros.*  
*Par conséquent, vous êtes invité à payer le montant de XXX XXX euros jusqu'au XXX XXX à XXX le receveur de l'Administration des Contributions directes à Luxembourg au XXX XXX No XXX XXX XXX XXX, tout en indiquant le numéro du dossier fiscal XXX XXX XXX. »*

Comme antérieurement relevé, le demandeur fait plaider en substance qu'ayant été un des trois administrateurs de la société XXX XXX, il n'aurait pas été dans son pouvoir d'engager par sa seule signature la prédite société, ce pouvoir ayant appartenu à son frère XXX XXX, administrateur délégué et que la fonction de président du conseil d'administration serait cependant purement honorifique et servirait à départager les voix en cas d'un vote où aucune majorité n'a été dégagée de sorte que sa responsabilité en qualité de dirigeant ne saurait être retenue sur base des faits déagés.

Comme retenu ci-avant, d'après les termes mêmes du paragraphe 109 AO, il ne suffit pas d'un simple manquement pour engager la responsabilité d'un administrateur d'une XXX., alors que ce manquement doit fautif.

Le comportement de Monsieur XXX XXX, en sa qualité soit d'administrateur, soit de président du Conseil d'administration, consistant à ignorer, depuis le XXX XXX XXX, (date de la dernière assemblée générale) tous les devoirs lui incombant en vertu des charges acceptées, et ceci pendant presque X ans, s'apparente, au premier coup d'œil, à une « *schuldhafte Verletzung* ».

Il convient d'ailleurs de constater que le demandeur n'avance aucune justification susceptible d'expliquer son comportement, ou de relativiser son caractère fautif, à l'exception de celle consistant à prétendre qu'il aurait fait une confiance aveugle à son frère.

Il s'y ajoute finalement qu'en date du XXX XXX, le requérant a écrit au Directeur de l'Administration des Contributions une lettre aux termes suivants :

*« Monsieur le Directeur,*  
*Me référant à la contrainte qui m'a été remise par un des vos agents au courant de la semaine passée, j'ai l'honneur de vous informer que ma famille et moi-même, nonobstant les recours introduits, sommes en train de tout faire pour rassembler la somme énorme qui nous est réclamée.*  
*A ces fins ma mère a décidé de faire vendre ses deux immeubles situés l'un XXX XXX, et l'autre coin XXX XXX XXX, également à XXX. Pour le premier immeuble l'évaluation, faite il y a peu par l'expert en bâtiment XXX XXX, s'élève à XXX XXX.- euro. L'autre immeuble,*



*situé dans XXX XXX et occupé actuellement par la Maison XXX XXX devrait encore rapporter plus. Des pourparlers avec des acheteurs potentiels sont en cours. Mais ce qu'il nous faut c'est un peu de temps pour trouver un acheteur et pour réaliser les ventes. Aussi le but de la présente est-il de vous prier de bien vouloir nous accorder le temps nécessaire pour pouvoir vendre l'un et/ou l'autre des deux immeubles prédésignés, afin de pouvoir payer enfin la dette fiscale de XXX XXX XXX. et de clôturer une fois pour toutes ce dossier pénible et de permettre à ma famille, à ma femme et à mes enfants de dormir enfin tranquillement... »*

Contrairement aux développements du mandataire de Monsieur XXX XXX, les termes de cette lettre semblent s'apparenter au premier regard à une reconnaissance du montant détaillé dans la contrainte et s'analysent pour le surplus, dans une première approche, à obtenir un délai de paiement de la part de l'Administration fiscale.

Les moyens invoqués à l'appui du recours au fond n'apparaissant pas comme suffisamment sérieux, au stade actuel de l'instruction du litige, et les conditions tenant au risque d'un préjudice grave et définitif, d'une part, et au sérieux des moyens, d'autre part, devant être remplies cumulativement pour justifier l'institution d'une mesure provisoire, il y a lieu de rejeter la demande.

**Par ces motifs,**

le soussigné président du tribunal administratif, statuant contradictoirement et en audience publique,

déclare la demande de sursis à exécution non justifiée et en déboute,

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 25 juin 2010 par M. Feyereisen, président du tribunal administratif, en présence de M. Rassel, greffier.

s. Rassel

s. Marc Feyereisen